



Accusé de réception en préfecture : 062-226200012-20251013-lmc1528480-DE-1-1  
Date de télétransmission : 24/10/2025  
Date de réception préfecture : 24/10/2025  
Affichage le : 17 octobre 2025  
Publication électronique le : 24 octobre 2025

**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

**REUNION DU 13 OCTOBRE 2025**

**PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY**

**Secrétaire** : Mme Maryse DELASSUS

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, Mme Mireille HINGREZ-CÉRÉDA, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Blandine DRAIN, Mme Maryse CAUWET, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Laurence LOUCHAERT, M. Laurent DUPORGE, Mme Karine GAUTHIER, M. Alain MEQUIGNON, Mme Evelyne NACHEL, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Jacques COTTEL, Mme Caroline MATRAT, M. Sébastien CHOCHOIS, Mme Sophie WAROT-LEMAIRE, M. André KUHCINSKI, Mme Fatima AIT-CHIKHEBBIH, Mme Carole DUBOIS, M. Olivier BARBARIN, M. Etienne PERIN, Mme Maryse DELASSUS, M. Claude BACHELET, Mme Stéphanie RIGAUX, M. Philippe FAIT, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Alexandre MALFAIT, Mme Sylvie MEYFROIDT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Brigitte PASSEBOSC, M. François LEMAIRES, M. Marc SARPAUX, Mme Marie-Line PLOUVIEZ, M. Steeve BRIOIS, M. Ludovic PAJOT, M. René HOCQ, Mme Emmanuelle LEVEUGLE.

**Excusé(s)** : Mme Valérie CUVILLIER, M. Ludovic LOQUET, M. Pierre GEORGET, Mme Zohra OUAGUEF, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, M. Bruno COUSEIN.

**Assistant également sans voix délibérative** : M. Bertrand PETIT, M. Jean-Marc TELLIER.

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Jean-Louis COTTIGNY, M. Michel DAGBERT.

**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI): SOUTIEN FINANCIER - APPUI À  
LA TRANSFORMATION EN SERVICE AUTONOMIE À DOMICILE (SAD)**

(N°2025-398)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment, ses articles L.312-1, L.313-1-3, L.314-2-1 et suivants ;

**Vu** le décret n°2023-608 du 13/07/2023 relatif aux services autonomie à domicile mentionnés à l'article L.313-1-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles et aux services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 16° du I de l'article L.312-1 du même Code ;

**Vu** la délibération n°2021-257 du Conseil départemental en date du 01/07/2021 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** la délibération n°2022-503 du Conseil départemental en date du 12/12/2022 « Agir avec vous pour l'épanouissement de tous dans le Pas-de-Calais – pacte des solidarités humaines » ;

**Vu** la délibération n°2023-455 de la Commission Permanente en date du 16/10/2023 « Cadre d'adhésion du budget d'intervention de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) 2024-2026 » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 2<sup>ème</sup> commission « Solidarités humaines » rendu lors de sa réunion en date du 29/09/2025 ;

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE :**

### **Article 1 :**

De valider le choix du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Carvin gestionnaire éligible au titre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) : soutien financier – Appui à la transformation en Service Autonomie à Domicile (SAD), selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

### **Article 2 :**

D'attribuer, au CCAS de Carvin une aide financière d'un montant total de 9 148 euros au titre de l'AMI visé à l'article 1 pour l'année 2025, selon les modalités exposées au rapport joint à la présente délibération.

### **Article 3 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec le CCAS de Carvin la convention fixant les engagements, dans les termes du projet joint en annexe 2 à la présente délibération.

**Article 4 :**

La dépense versée en application de l'article 2 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C02-423J01	934/6568/4238	Projets innovants	535 500,00	9 148,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 44 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe Union pour le Pas-de-Calais ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 13 octobre 2025

Pour le Président du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services,

Signé

Maryline VINCLAIRE

## **Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) - Soutien financier** **Appui à la transformation** **en Services Autonomie à Domicile (SAD)**

Le 16 octobre 2023, la Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais a validé son inscription au cadre d'adhésion du budget d'intervention de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) 2023-2026.

L'axe 2 dudit cadre d'adhésion prévoit un soutien financier qui permettra d'accompagner les Services Autonomie à Domicile aide (SAD aide) dans la mise en œuvre de la réforme des Services Autonomie à Domicile inscrite dans le décret du 16 juillet 2023, par le biais de :

- **l'accompagnement au changement** : selon le projet de regroupement de l'activité soin avec l'activité aide, prise en charge des prestations de conseils juridiques, en ressources humaines, organisationnelles, managériales, de configuration des locaux et le financement de renfort ponctuel de personnel lié à l'accompagnement de la mise en place d'une organisation intégrée ;
- **la prise en charge des coûts de transition liés à la création de contenus communs de communication, de documents juridiques et de changement de locaux le cas échéant.**

### **I. Les objectifs des actions**

#### **A. L'accompagnement au changement**

Selon le projet de regroupement avec l'activité soin, le SAD aide pourra bénéficier :

- d'une prestation de conseil juridique (accompagnement à la constitution d'une entité juridique unique) ;

- d'un accompagnement par un prestataire pour mettre en œuvre les mesures de mutualisation de deux entités (au minimum) : conseil en ressources humaines, organisation, management, configuration des locaux...
- d'un renforcement ponctuel des charges de personnel liées à l'accompagnement de la mise en place de l'organisation intégrée (réorganisation et mutualisation des activités).

**B. La prise en charge des coûts de transition en amont, pendant et après la transformation en service autonomie mixte tels que (liste non exhaustive) :**

- un soutien à la conception de contenus communs de communication et à leur réédition ;
- un soutien à l'élaboration des documents juridiques et à leurs droits d'enregistrement ;
- un soutien au changement ou au réaménagement de local.

**II. Conditions d'éligibilité**

Seuls les SAD aide ayant un projet de regroupement avec une activité de soins infirmiers à domicile pourront être soutenus.

**Pour l'accompagnement au changement,** il sera privilégié le financement de projets présentant un caractère complexe (ex : regroupement de services ayant des statuts juridiques ou des conventions collectives différentes, fusion de plusieurs services autonomie à domicile mixte ou aide...).

**Points de vigilance :**

- Le SAD aide s'engage à déposer une demande d'autorisation par regroupement en SAD mixte ;
- Le SAD aide devra préciser dans le projet de regroupement la complémentarité avec un éventuel financement attribué au SSIAD par l'Agence Régionale de Santé, pour quelle(s) prestation(s) et pour quel montant ;
- Les SAD aide adhérents à une fédération ayant conventionné avec la CNSA pour le financement de prestations d'accompagnement au changement doivent mobiliser prioritairement les financements de leur fédération. Si tel est le cas, le SAD aide devra préciser de quelle fédération il s'agit, de quelle(s) prestation(s) il a bénéficié et pour quel montant.

**Pour la prise en charge des coûts de transition**, seuls les SAD mixtes pourront candidater.

Les actions non éligibles pour les objectifs sont :

- le financement d'actions visant à garantir de manière pérenne le fonctionnement intégré et coordonné des services (financement des temps de réunion de concertation par exemple) ;
- le financement d'un système d'information unique ou harmonisé.

### **III. Modalités d'octroi du soutien financier**

L'aide sera octroyée en un seul versement au titre de l'exercice considéré.

Pour l'action « Accompagnement au changement », cinq SAD pourront être soutenus au titre de l'année 2025 et dans la limite des crédits alloués à cette action (10 000 € maximum par action).

Pour l'action « Prise en charge des coûts de transition », dix SAD mixtes pourront être soutenus au titre de l'année 2025 et dans la limite des crédits alloués à cette action (10 000 € maximum par action).

### **IV. Dépôt de la demande**

Pour les SAD remplissant les conditions d'éligibilité, merci de bien vouloir nous faire parvenir **avant le 6 juin** un courrier de demande de subvention signé du/de la Président(e) ou du/de la gérant(e) du service.

Ce courrier sera accompagné d'**un rapport** qui comportera obligatoirement :

- une présentation des acteurs du projet et une description de la ou des structure(s) concernée(s) ;
- l'identification d'un porteur du projet/représentant légal et personne chargée du dossier ;
- l'adresse, la raison sociale, le SIRET et un RIB relatifs à la structure ;
- la description du projet (selon sa nature) : contexte de mise en œuvre, objectifs cibles, durée de l'action, calendrier de mise en œuvre, cartographie, moyens humains et matériels, résultats attendus, perspectives, etc. ;

- le montant sollicité (budget prévisionnel de l'action à joindre au rapport ainsi que les pièces justifiant de l'action et notamment un ou des devis) ;
- une lettre d'engagement du porteur de projet quant au dépôt du dossier de demande d'autorisation par regroupement avant la signature de la convention de financement (notamment pour l'objectif 1).

**Dans le cas où la totalité des pièces nécessaires ne serait pas fournie, les services du Département ne pourront procéder à l'instruction de la demande.**

**Le présent rapport pourra être accompagné de tout document complémentaire permettant de décrire de manière complète le projet.**

Votre dossier de candidature devra être renseigné et adressé à :

**Monsieur le Président du Conseil départemental  
Direction de l'Autonomie et de la Santé  
Service des Dynamiques Territoriales et Stratégies  
Hôtel du Département  
Rue Ferdinand Buisson  
62018 ARRAS Cedex 9**

Pour toute demande d'informations complémentaires, merci de bien vouloir vous adresser à :

[sdts.secretariat@pasdecalais.fr](mailto:sdts.secretariat@pasdecalais.fr)

## **V. Instruction et validation des demandes**

Un jury de sélection interne se réunira fin juin.

Ce dernier étudiera les dossiers reçus complets au regard notamment des éléments suivants :

- la situation générale du SAD aide ;
- la qualité et la pertinence de l'action déployée dans le cadre du présent AMI et des impacts attendus ;
- l'éligibilité des dépenses aux actions et la plus-value de ces dépenses dans le cadre du projet escompté ;
- la recherche d'une complémentarité des financements entre le soutien du Département, de l'ARS et de la fédération le cas échéant.

Le jury retiendra les projets qui seront présentés devant la Commission « Animer les solidarités humaines » pour avis en septembre.

Ces projets seront ensuite soumis à la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental.

Une convention de financement viendra préciser les modalités de mise en œuvre et d'évaluation du projet ainsi que de versement de la subvention.



POLE SOLIDARITES  
Direction de l'Autonomie et de la Santé  
Service des Dynamiques Territoriales et Stratégies

..... **CONVENTION**

ENTRE,

**Le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 ARRAS Cedex 9, représenté par Monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 13 octobre 2025,

Ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

ET,

**Le Centre Communal d'Action Sociale**, situé Hôtel de Ville, 1 rue Thibaut, 62220 CARVIN, enregistrée sous le SIRET N°26620215900098, représentée par Monsieur Philippe KEMEL en sa qualité de président du CCAS, Maire de Carvin dûment habilité.

Ci-après désigné par « le CCAS de Carvin »

d'autre part.

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de l'action sociale et des familles ;

**Vu** le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile mentionnés à l'article L. 313-1-3 du code de l'action sociale et des familles et aux services d'aide et d'accompagnement à domicile relevant des 1° et 16° du I de l'article L. 312-1 du même code ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental du 12 décembre 2022 portant adoption du Pacte des solidarités humaines « Agir avec vous pour l'épanouissement de tous dans le Pas-de-Calais » ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental du 4 décembre 2023 portant adoption du schéma départemental de l'autonomie 2023-2027 « Vivre en autonomie dans un département inclusif » ;

**Vu** la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 16 octobre 2023 portant sur le cadre d'adhésion du budget d'intervention de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) 2023-2026 ;

**Vu** l'appel à manifestation d'intérêt « soutien financier - appui à la transformation en Services Autonomie à Domicile (SAD) » publié le 2 mai 2025 sur le site du Département ;

**Vu** la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 13 octobre 2025 approuvant le choix des SAD retenus dans le cadre de l'AMI, l'accompagnement financier des projets et autorisant la signature de la présente convention.

### **Il est convenu ce qui suit :**

#### **Préambule**

Le 16 octobre 2023, la Commission Permanente a validé l'inscription du Département du Pas-de-Calais au cadre d'adhésion du budget d'intervention de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) 2023-2026.

Ce dernier comporte 6 axes dont l'axe 2 intitulé « Appui à la transformation en service autonomie » qui prévoit un soutien financier permettant d'accompagner les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) dans la mise en œuvre de la réforme des Services Autonomie à Domicile (SAD) et de favoriser les rapprochements avec des Services de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD).

Deux actions peuvent être financées à cette fin :

#### **➤ Action 1 : Accompagnement au changement**

Selon le projet de regroupement de l'activité soin avec l'activité aide, prise en charge des prestations de conseil juridique (accompagnement à la constitution d'une entité juridique unique), en ressources humaines, organisation, management, configuration des locaux et le financement de renfort ponctuel de personnel lié à l'accompagnement de la mise en place d'une organisation intégrée.

#### **➤ Action 2 : prise en charge des coûts de transition** liés à la création de contenus communs de communication, de documents juridiques et de changement de locaux le cas échéant.

Le Département a publié le 2 mai 2025 un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) fixant les modalités d'éligibilité aux financements dévolus à ces actions.

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais a validé le résultat de l'instruction de cet AMI pour lequel la candidature du porteur a été retenue.


#### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention définit les objectifs retenus par les deux parties, fixe les moyens financiers que le Département entend consacrer à sa mise en œuvre, établit les procédures de suivi et d'évaluation dont les partenaires se dotent pour faciliter la conduite de ces missions.

Par la présente convention, le porteur s'engage à réaliser ses objectifs et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

#### **ARTICLE 2 : NATURE DE L'ACTION FINANCEE**

La participation est accordée par le Département pour la réalisation de l'action suivante :

 **Action concernée** : Axe 2 intitulé « Appui à la transformation en service autonomie »

### **Prestations financées dans le cadre de l'action :**

La prise en charge des coûts de transition en amont, pendant et après la transformation en service autonomie mixte tels que (liste non exhaustive) : soutien à la conception de contenus communs de communication et à leur réédition, soutien à l'élaboration des documents juridiques et à leurs droits d'enregistrement, un soutien au changement ou au réaménagement de local ;

### **Description des prestations financées :**

- 7144,56 € blouses unifiées SAD mixte,
- 204 € refonte site Internet,
- 800 € mise à jour du projet d'établissement,
- 1000 € flyers.

## **ARTICLE 3 : MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE**

Afin de permettre l'accomplissement de l'action définie à l'article 2 de la présente convention, le Département s'engage à verser au porteur une participation financière d'un montant de **9 148 €**.

## **ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIERE**

La participation prévue à l'article précédent sera acquittée en un seul versement sur l'exercice 2025 après signature de la présentation convention par les deux parties.

Programme : Projets innovants

Sous-programme : Grand Angle : 934/6568/4238

## **ARTICLE 5 : PERIODE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention s'applique à compter de sa signature par les parties jusqu'au 31 décembre 2025.

Son exécution peut se prolonger au-delà de la date de fin de la période prévue à l'alinéa précédent, notamment, pour les besoins de l'apurement juridique et/ou financier des situations nées au cours de ladite période.

En aucun cas, la présente convention ne peut se poursuivre par tacite reconduction.

## **ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DU PORTEUR**

Dans le cadre de la présente convention de financement, le porteur s'engage :

- A mettre en œuvre l'action décrite à l'article 2 de la présente convention.
- A démarrer l'action au plus tard dans les 3 mois après la date de versement de la subvention et la terminer au plus tard pour le 31 décembre 2026.
- S'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour respecter son budget prévisionnel et rechercher toute forme de participation financière complémentaire auprès d'autres partenaires locaux.
- A communiquer tous documents faisant connaître les résultats de son action et permettant notamment, d'établir un compte-rendu de l'emploi de la participation (production de rapport d'activité, revue de presse, actes, délibérations, support de communication...) et à adresser au Département le compte-rendu de l'emploi de la participation dans les 2 mois suivant la fin du projet financé (bilan qualitatif, quantitatif et comptable), validé par le représentant légal du porteur.

## **ARTICLE 7 : MODALITES DE CONTRÔLE**

Le contrôle de la mise en œuvre de la présente convention est exercé par les services départementaux.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et, en cas de besoin, sur place. Le porteur s'engage à faciliter le contrôle, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif des aides attribuées et d'une manière générale de la bonne exécution de la présente convention.

Sur simple demande du Département, le porteur devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale et comptable.

## **ARTICLE 8 : INFORMATION DU PUBLIC**

La structure s'engage à respecter la charte à l'intention des partenaires bénéficiant d'une aide ou d'un soutien du Conseil départemental du Pas-de-Calais, intitulée « obligations et contreparties en matière de communication », consultable sur le site internet du Département à l'adresse suivante : <https://www.pasdecalais.fr/Partenaires/Contreparties-communication> ainsi que la charte graphique dédiée.

## **ARTICLE 9 : AVENANT**

Un avenant pourra être établi pour toute modification intervenant au cours de cette période à la demande de l'une ou l'autre des parties.

## **ARTICLE 10 : CLAUSE DE RENONCIATION**

Le porteur renonce, pour lui-même et pour ses membres, ses ayants droit et ayants cause, à toute réclamation financière ultérieure envers le Département pour toute action entrant dans le champ d'application de la présente convention.



## **ARTICLE 11 : RESILIATION**

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'une des parties, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception resté vaine.

En cas de déclaration inexacte, la présente convention pourra être résiliée par le Département sans préavis.

## **ARTICLE 12 : REMBOURSEMENT**

Il pourra être demandé au porteur de procéder au remboursement total ou partiel de la participation départementale, s'il s'avère, après versement, que celui-ci n'a pas respecté les obligations décrites dans la présente convention :

-  Remboursement total : notamment :
  - en cas de résiliation par le Département dans le cas de déclaration inexacte ;
  - dès qu'il aura été porté à la connaissance du Département que l'action financée n'a pas été mise en œuvre ;
  - ou dès lors qu'aucune pièce justificative ne pourrait être produite ;
  - ou dès lors que les pièces produites révéleraient une utilisation injustifiée ou anormale de la participation départementale.
-  Remboursement partiel : notamment :
  - dès lors qu'il sera établi que le coût réel du projet financé est inférieur au budget prévisionnel ;
  - dès lors qu'il aura été porté à la connaissance du Département que le porteur a cessé son activité (application de la règle du prorata temporis).

### **ARTICLE 13 : VOIES DE RECOURS**

En cas de litige portant sur l'application ou l'interprétation des dispositions de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de LILLE compétent après épuisement des voies de recours amiables.

**A Arras, le .....**

**A ....., le .....**

**Pour le Département du Pas-de-Calais  
Et par délégation  
La Directrice de l'Autonomie et de la Santé**

**Pour le CCAS de Carvin  
Le Président du CCAS,  
Maire de Carvin**

**Ludivine BOULENGER**

**Philippe KEMEL**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Solidarités  
Direction de l'Autonomie et de la Santé  
Service des Dynamiques Territoriales et Stratégies

**RAPPORT N°27**

Territoire(s): Lens-Hénin  
Canton(s): Tous les cantons du territoire  
EPCI(s): Tous les EPCI du territoire

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 13 OCTOBRE 2025**

#### **APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (AMI): SOUTIEN FINANCIER - APPUI À LA TRANSFORMATION EN SERVICE AUTONOMIE À DOMICILE (SAD)**

##### **I. Contexte**

La réforme des Services Autonomie à Domicile (SAD), entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2023, vise à développer la coordination et la création de passerelles entre les activités d'aide et de soins afin de faciliter le parcours d'accompagnement de l'utilisateur. Les SAD se substituent aux Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD), aux Services de Soins Infirmiers À Domicile (SSIAD) et aux Services Polyvalents d'Aide et de Soins À Domicile (SPASAD), avec de nouvelles missions et un cahier des charges dédié.

L'articulation entre l'aide et le soin passe à la fois par la formalisation de partenariats entre les services d'aide et l'offre de soins de proximité (centres de soins infirmiers, infirmiers libéraux...) et par la transformation de l'offre de services, les SSIAD étant dans l'obligation de se constituer en SAD « mixtes » aide et soins au plus tard le 31 décembre 2025.

Le 16 octobre 2023, la Commission Permanente a validé l'inscription du Département du Pas-de-Calais au cadre d'adhésion du budget d'intervention de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) 2023-2026.

Ce dernier comporte 6 axes dont l'axe 2 intitulé « Appui à la transformation en service autonomie » qui prévoit un soutien financier permettant d'accompagner les ex-SAAD dans la mise en œuvre de la réforme et de favoriser les rapprochements avec des SSIAD. Cet axe prévoit deux actions :

- **L'accompagnement au changement** : selon le projet de regroupement de l'activité soin avec l'activité aide, prise en charge des prestations de conseil juridique (accompagnement à la constitution d'une entité juridique unique), en ressources humaines, organisation, management, configuration des locaux et le financement de renfort ponctuel de personnel lié à l'accompagnement de la mise en place d'une organisation intégrée.

- **La prise en charge des coûts de transition** liés à la création de contenus communs de communication, de documents juridiques et de changement de locaux le cas échéant.

Ce projet s'inscrit pleinement dans le Pacte des Solidarités Humaines 2022-2027 ainsi que dans l'engagement 2 « Répondre aux besoins des personnes vivant à domicile et à ceux qui les accompagnent » du schéma de l'autonomie 2023-2027.

## **II. Appel à manifestation d'intérêt et modalités d'octroi du soutien financier**

Dans ce cadre, le Département a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) le 2 mai 2025 auprès des SAD, avec une date limite de dépôt des candidatures fixée au 6 juin 2025 (annexe 1).

L'enveloppe dédiée à cet AMI permet de financer jusqu'à 15 SAD sur l'une ou l'autre des deux actions « Accompagnement au changement » (5 SAD) et « Prise en charge des coûts de transition » (10 SAD) à raison de 10 000€ maximum par action.

Deux SAD ont répondu à cet AMI : le SAD porté par le CCAS de Carvin et celui porté par l'association Artaban.

Suite à l'instruction par les services de la Direction de l'Autonomie et de la Santé, seul le SAD porté par le CCAS de Carvin est considéré éligible au regard du cahier des charges de l'AMI, en vue de réaliser l'action 2 « Prise en charge des coûts de transition ».

Une convention de financement (annexe 2) précise les modalités de mise en œuvre et d'évaluation du projet ainsi que de versement de la subvention. Le montant de la participation financière attribuée au CCAS de Carvin s'élève à 9 148€. Cette participation sera octroyée en un seul versement au titre de l'année 2025.

Il convient, par conséquent, de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- de valider le choix du CCAS de Carvin gestionnaire éligible ;
- d'attribuer au CCAS de Carvin une aide financière d'un montant total de 9 148 euros au titre de l'année 2025 ;
- de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec le CCAS de Carvin la convention fixant les engagements, dans les termes du projet de convention joint en annexe 2.

La dépense sera imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C02-423J01	934/6568/4238	Projets innovants	535 500,00	425 500,00	9 148,00	416 352,00

La 2ème Commission - Solidarités Humaines a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 29/09/2025.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY